

## Faits saillants

- Près de 24 000 personnes déplacées et retournées enregistrées dans les territoires de Lubero et de Walikale ces deux derniers mois.
- Des personnes rescapées des massacres ont bénéficié d'articles ménagers essentiels dans le Territoire de Beni.

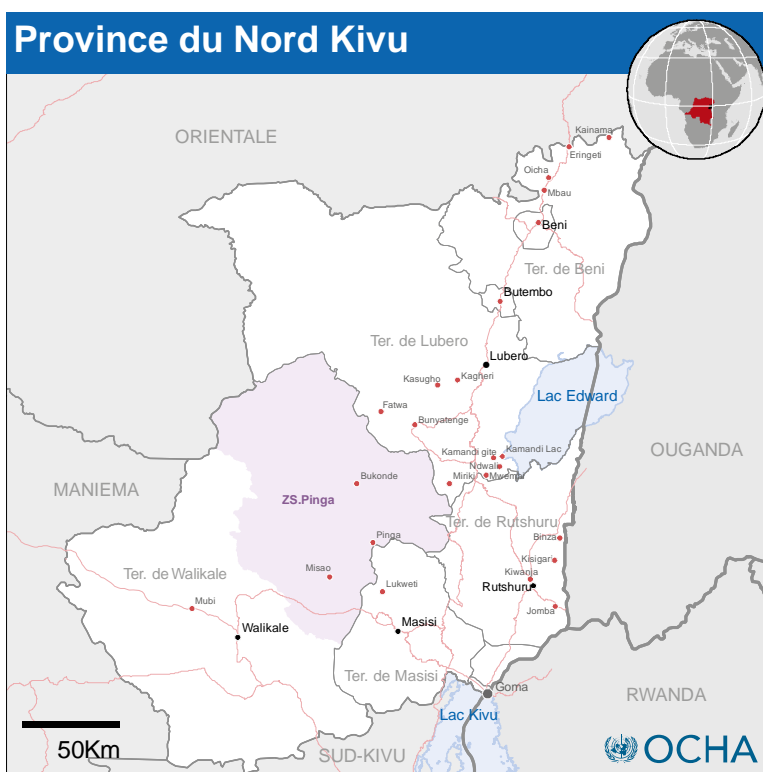
## Contexte général

Avec le soutien de l'Initiative pour un leadership cohésif en République démocratique du Congo, la Société civile du Nord-Kivu a organisé, du 17 au 20 décembre, dans la ville de Beni, un dialogue social pour le rétablissement de la paix et la sécurité au nord de Beni. Ce dialogue a été convoqué pour discuter des solutions pouvant aider à mettre fin à la recrudescence de l'insécurité qui prévaut dans la zone de Beni depuis le mois d'octobre. Ce forum a connu la participation des autorités gouvernementales ainsi que de quelques députés, sénateurs et notables de Beni. Lors de la clôture, les participants ont demandé au Gouvernement de renforcer l'armée congolaise (FARDC) dans la zone et à la communauté internationale d'enquêter sur les massacres des civils. Pour rappel, plus d'une centaine de personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées par des hommes armés de fusils et machettes dans des villages situés au nord de Beni entre le 2 octobre et le 14 novembre 2014.

Dans le Territoire de Lubero, la société civile de Kamandi rapporte que 19 personnes auraient trouvé la mort dans la zone de Ndwali, située au sud-est de Lubero, au cours d'une opération lancée par l'armée congolaise et les gardes de parc de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) contre un groupe armé qui avait tendu l'embuscade à leur patrouille, le 8 décembre dernier. Depuis deux mois, des sources locales signalent l'installation de groupes armés dans la zone de Ndwali, en provenance de la zone de Bunyatenge, à l'ouest de Lubero.

## Mouvements de population

- Environ 1 650 ménages sont retournés à Pinga centre (localité située à environ 175 km au nord-est de Goma, en Territoire de Walikale) en provenance de Goma, Miriki (sud Lubero) et Mubi (est de Walikale centre) entre le 25 octobre et le 16 décembre. Le retour a été motivé par la stabilité sécuritaire observée à Pinga centre depuis le retrait du groupé armé Nduma Defence of Congo (NDC) et sa reprise par l'armée congolaise (FARDC) à la fin du mois de novembre 2013. En outre, 1700 nouveaux ménages déplacés sont arrivés à Pinga centre au cours de la même période. Ces ménages proviennent des localités de Misao, Bushumbira, Mwembi et Bukonde dans le groupement Kisimba fuyant des affrontements et tensions entre les groupes armés (NDC, FDLR et Pareco); des localités de Buruko et Ihimbi au sud de Pinga et de Lukweti dans le Masisi suite aux rumeurs d'une nouvelle attaque par le groupe armé APCLS; et enfin du groupement Ihana suite aux opérations militaires des FARDC contre le groupe armé NDC.
- Selon la Commission mouvement de population (CMP) Rutshuru, 1 122 personnes déplacées sont toujours à Kiwanja et 686 autres dans la chefferie de Bwisha après la fermeture du site des déplacés de Kiwanja, le 3 décembre 2014. Plus de 90% de ménages déplacés restés dans la cité de Kiwanja vivent dans les familles d'accueil (certaines familles



Sources: UNOCHA.

Les Nations Unies ne sauraient être responsables de la qualité des limites, noms et désignations utilisées sur cette carte. Date de production : Décembre. 2014

## Bulletin d'information humanitaire

---

accueillent parfois plus d'une famille) et dans des maisons en location. Suite au plaidoyer mené auprès du chef de la cité de Kiwanja, le paiement de 1 000 Francs congolais par des ménages déplacés a été interdit.

### Besoins et réponse humanitaires

#### **Multisectoriel**

- Des besoins en articles ménagers essentiels (AME) et en éducation ont été identifiés pour les 1386 ménages déplacés lors d'une évaluation multisectorielle menée par l'ONG Solidarités internationale, partenaire de mise en œuvre du programme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) dans les localités de Kagheri et Kasugho, au sud Lubero, du 3 au 12 décembre 2014. En provenance de la localité de Fatua (sud-ouest de Lubero), ces ménages sont arrivés dans ces localités au mois de novembre 2014 après avoir fui les exactions commises par des groupes armés. Concernant l'éducation, l'équipe de Solidarités internationale a relevé qu'environ 86% d'enfants déplacés de 6 à 11 ans ne sont pas scolarisés à Kagheri et il en est de même pour environ 96% d'enfants à Kasugho.

#### **Articles ménagers essentiels (AME) et abris**

- Avec le financement de l'ONG CORDAID, la Caritas Butembo-Beni a organisé, le 17 décembre, une foire aux Articles ménagers essentiels (AME) en faveur de 280 ménages vulnérables et rescapés du massacre perpétrés par des hommes armés de fusils et de machettes, le 15 octobre 2014, à Ngadi, quartier périphérique de la ville de Beni.

### Besoins non couverts / Alertes

#### **Santé**

- La Zone de santé de Pinga (Territoire de Walikale) rapporte le manque de partenaires pour appuyer un nombre d'activités sanitaires importants dont la prise en charge médicale de cas de violences sexuelles. Avec plus de 146 000 habitants et 17 aires de santé, la zone de santé de Pinga est confrontée à des difficultés d'approvisionnement en médicaments, de sous équipements des structures médicales, de riposte contre l'épidémie de paludisme, etc. En ce qui concerne les victimes des violences sexuelles, seule la prise en charge psychosociale est assurée actuellement.
- Cinq cas de décès infantile parmi les enfants des familles déplacés vivant à Kiwanja ont été enregistrés suite au manque de nourriture et à l'exposition aux intempéries depuis la fermeture du site de déplacés de Kiwanja. Ces déplacés ont entre autres besoin de biens non-alimentaires, de vivres et de l'éducation pour leurs enfants.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Bureau de la coordination des affaires humanitaires - République démocratique du Congo  
Annarita Marcantonio, Chef de sous-bureau, OCHA Nord-Kivu, [marcantonio@un.org](mailto:marcantonio@un.org), tél. +243 81 70 61 343  
Vicky Prekabo, Assistant à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, [prekabo@un.org](mailto:prekabo@un.org), tél. +243 81 70 61 295  
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org), tél. +243 970 003 750

**Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur [www.rdc-humanitaire.net](http://www.rdc-humanitaire.net)**